

Nous pouvons aussi user de notre influence en amenant d'autres pays à intensifier les pressions internationales contre l'apartheid. Nous savons évidemment que les pressions les plus contraignantes viendraient des plus importants partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, à savoir la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne, le Japon et d'autres. La plupart de ces pays ne modifieront pas leurs politiques de façon radicale. Mais ils y apportent des changements de façon progressive et ce, notamment parce que des pays comme le Canada usent de leur influence sur leurs amis pour les convaincre d'exercer davantage de pressions contre le régime d'apartheid. Aux deux derniers Sommets économiques, l'apartheid était à l'ordre du jour, sur l'insistance de Brian Mulroney. L'ensemble de mesures adoptées par le Commonwealth a été soigneusement élaboré pour encourager les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud à accroître eux aussi les pressions. Le Commonwealth met actuellement en oeuvre un programme visant à rendre plus efficaces et à généraliser les sanctions, et le Canada joue un rôle de premier plan dans cette initiative.

Le régime de l'apartheid ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Les pressions doivent être soutenues et de plus en plus fortes. Le Canada peut, davantage que presque tout autre pays, influencer cette campagne. Nous sommes le seul pays au monde qui soit à la fois membre du Commonwealth, de la Francophonie et du Sommet économique, et nous sommes un chef de file dans chacune de ces instances. Nous avons mérité la confiance tant des pays du Sommet que des États de la ligne de front et nous nous servons de cette position pour faire pression contre l'apartheid. C'est là un rôle très important qui pourrait être compromis si nous nous retirions de l'Afrique du Sud. Il faudra peut-être un jour rompre nos relations comme nous l'avons déjà signalé. Cela transmettrait un message très fort, mais cela pourrait mettre un terme à notre influence. C'est une question de jugement. À l'heure actuelle, nous sommes d'avis qu'il vaut mieux rester et utiliser notre influence.

À l'évidence, il ne suffit pas d'avoir de l'influence dans cette campagne mondiale contre l'apartheid. Nous devons mettre cette influence à contribution et donner l'exemple pour ce qui concerne l'application soutenue de nouvelles pressions contre l'apartheid.

Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth chargé de l'Afrique australe, que j'ai l'honneur de présider, s'est vu confier le mandat de recommander des moyens d'élargir et de renforcer les sanctions économiques.